

EXACERBATION DES CONTRADICTIONS SOCIALES ET RESSERREMENTDES ALLIANCES POLITIQUES EN ALGÉRIE

Annuaire de l'Afrique du Nord 1983, CNRS Aix e Provence

par Jean-Pierre Durand*

L'essentiel des transformations politiques qu'a connues l'Algérie depuis deux années ne réside pas dans l'achèvement de l'édifice institutionnel mais dans les lents aménagements politiques qui s'opèrent dans le pays tout entier et qui touchent l'ensemble des institutions. En effet l'élection au suffrage universel de l'Assemblée Nationale Populaire, du Président de la République ou la ratification par voie référendaire de la Constitution n'ont pas encore déconcentré le processus décisionnel ni transformé radicalement le mode de gouvernement.

Les faits politiques saillants sont pour nous la diffusion à vaste échelle de l'avant-projet de Charte Nationale et le débat populaire qui s'en est suivi, puis la suite des congrès des organisations de masse du printemps 1978 dont l'une des caractéristiques essentielles fut l'envoi de délégués pour la plupart représentatifs de la volonté populaire. C'est aussi sur le plan social et économique l'arrogance nouvelle de la bourgeoisie nationale et de certains techno-bureaucrates d'État qui étalent au grand jour voitures de haut luxe, villas somptueuses et mode de vie ostentatoire. À l'opposé c'est enfin la multiplication de grèves « dures » qui gagnent épisodiquement (été 1977 en particulier) le secteur industriel d'État.

Pour rendre compte de cette réalité complexe nous soutenons l'hypothèse d'une classe dominante non-encore constituée, et de ce fait nécessairement traversée par des projets politiques contradictoires. En conséquence, l'État qu'elle détient ne peut mener qu'une politique aux aspects contradictoires. Cependant, l'exacerbation des contradictions sociales pousse à une polarisation politique dont la Charte Nationale et les congrès du printemps de 1978 sont l'illustration. C'est la démonstration de cette thèse qui va suivre. Au préalable nous ferons l'exposé succinct mais indispensable du tableau des classes sociales en Algérie

1 - CONTRADICTIONS ET ALLIANCES DE CLASSES EN ALGÉRIE¹ (1)

Une première contradiction, considérée comme principale et antagonique, oppose l'impérialisme et la quasi-totalité de la nation algérienne rassemblée en ce que nous

* Maître-assistant de Sociologie, Université d'Alger

¹ Cette présentation des classes sociales, faite de manière abrupte, mériterait quelques nuances (et quelques justifications) que l'on pourra trouver dans ma thèse de Doctorat d'État (Sociologie) sur *La tentative de rupture de la reproduction des rapports de production capitalistes en Algérie* (Paris V, UER de Sciences Sociales, mai 1978). Le « tableau des classes sociales » qui illustre cette représentation n'est qu'un schéma, nécessairement réducteur. C'est dire qu'il ne peut servir que de support à la démonstration et qu'il ne peut en tenir lieu.

appelons le front de classes au pouvoir. Seules les fractions de classes telles que la bourgeoisie compradore et les grands propriétaires fonciers (dont les terres ont été nationalisées en 1973) sont exclues de ce front. Elles peuvent être pensées comme les alliées *de facto* de l'impérialisme sur le territoire algérien en raison de leur rapport d'extériorité au projet d'indépendance économique nationale.

À l'intérieur du front de classes au pouvoir, les contradictions et alliances de classes ou de fractions de classes, ou de couches sociales sont multiples. Elles sont de plus, complexifiées par le caractère composite des classes telles que les paysanneries ou les petite et moyenne bourgeoisies dont il faudrait mettre en évidence les stratifications. La classe ouvrière elle-même apparaît comme largement hétérogène à travers le statut de l'employeur, l'origine sociale des ouvriers qui imprègne profondément leur comportement, etc. Nous ne mentionnerons donc ici que les contradictions qui définissent selon nous les principales classes et couches sociales² :

- la paysannerie moyenne et les ouvriers agricoles s'opposent dans des rapports de production capitalistes;
- autogestionnaires-coopérateurs et appareil d'État (approvisionnement, commercialisation, banque...) s'opposent dans des contradictions à caractère non-antagonique³ en raison de l'appropriation collective des terres et des moyens de production;
- la petite paysannerie peut voir ses intérêts lésés par les gros commerçants (souvent anciens gros propriétaires terriens reconvertis) à travers le prélèvement d'une plus-value marchande;
- la paysannerie pauvre, couche la plus importante numériquement (et la moins étudiée) est tenue à l'écart de la vie économique nationale sauf à travers le fait qu'elle alimente l'exode rural et l'émigration vers l'étranger;
- la bourgeoisie nationale (ou intérieure) et la classe ouvrière s'opposent dans des rapports de production capitalistes,

La première s'est développée sous le contrôle de l'État dans les interstices que lui a abandonnés le secteur d'État (bâtiment, textiles, cuirs, alimentation. ..). Elle aspire à un développement du potentiel du secteur industriel d'État dont elle tirerait profit si elle l'asservissait, Pour ce faire elle recherche l'hégémonie politique dans le pouvoir d'État. La classe ouvrière du secteur privé en raison de la pression des inoccupés, de la faiblesse de sa qualification et de son origine rurale s'organise difficilement pour résister

² On se reportera utilement en tin d'article à la situation de l'emploi en Algérie pour apprécier l'importance numérique des différents groupes sociaux.

³ Nous désignons par antagonique toute contradiction dont la disparition signifie nécessairement l'élimination d'un des termes en tant que tel. A l'opposé, le dépassement de la contradiction non-antagonique a lieu dans l'unité des contraires, c'est-à-dire dans la création d'une situation nouvelle (toujours contradictoire) où les termes ont été transformés. Par contradiction antagonique, nous désignons les rapports Impérialisme/socialisme, bourgeoisie/prolétariat... Par contradiction non-antagonique nous Indiquons par exemple les rapports bureaucratie d'État/autogestionnaires, technocratie d'État/prolétariat. Ici l'appropriation collective des moyens de production pourrait amener les producteurs à partager les prérogatives des techno-bureaucrates, Ainsi serait dépassée la contradiction non-antagonique par la création d'une situation nouvelle.

au non respect de la législation du travail.

- La technocratie d'État (la couche des « décideurs » du secteur industriel d'État) et la classe ouvrière s'opposent dans des contradictions non-antagoniques en raison du caractère étatique de la propriété des moyens de production. Détentrices du pouvoir économique (allocation des facteurs principalement) la technocratie d'État tend à s'autonomiser en tant que classe. Une telle tendance, jointe à l'alliance avec la bourgeoisie nationale, aboutirait à la constitution d'une classe économiquement dominante à la recherche de l'hégémonie dans le pouvoir d'État. Le code de la « gestion socialiste des entreprises » (GSE) promulgué en 1971, vise, à travers la participation des ouvriers (et des cadres et techniciens), au contrôle de cette technocratie d'État et à la limitation de ses pouvoirs. Quoique ce ne soit pas l'objet de cet article de commenter la mise en œuvre du code de la GSE on notera l'âpreté des luttes qui accompagnent celle-ci, opposant dans une lutte des classes aux formes nouvelles la technocratie d'État et la classe ouvrière.

- Les ingénieurs, techniciens et cadres constituent une couche sociale en rapide extension, en particulier dans le secteur d'État, en raison du choix de techniques modernes de production. On doit l'hétérogénéité de cette couche sociale aux différences de situation dans le procès de production (conception-organisation ou exécution ...). À ces différences de situation correspondent des oscillations et des hésitations dans les prises de position de soutien à la hiérarchie (technocratie d'État) ou de soutien à la classe ouvrière. Quoique nombre d'éléments séparent les ingénieurs, cadres et techniciens de la classe ouvrière (revenus, statut social, fonctions de commandement...), objectivement leurs intérêts rejoignent ceux de celle-ci, en particulier à propos de la démocratisation de la vie économique qui mettra fin à tout autoritarisme des cadres supérieurs et leur permettra de faire valoir leurs capacités.

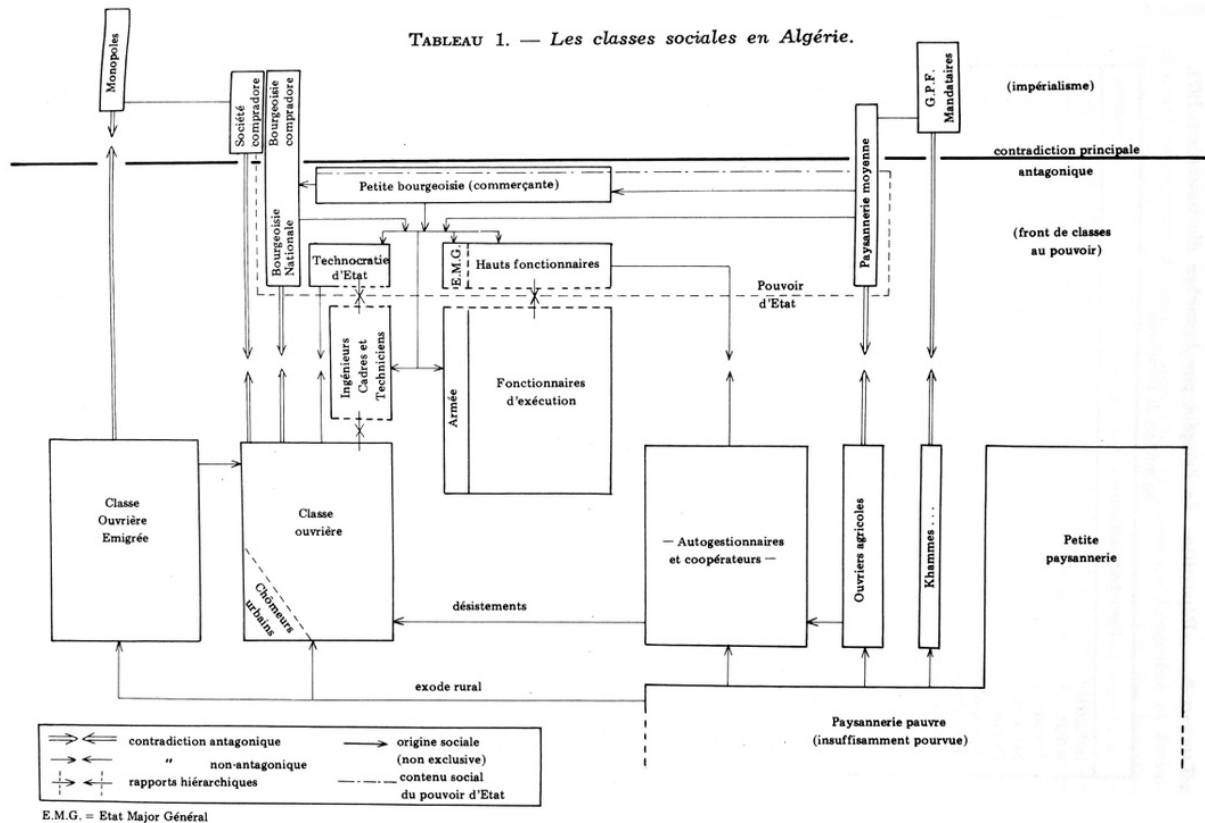
- Chômeurs et sous-employés des villes ont été dans leur immense majorité chassés par une terre qui ne les nourrissait plus. Ils s'entassent dans les bidonvilles à la périphérie des grandes villes ou dans les médinas obsolescentes. Leur nombre pèse sur les bas salaires.

- Les petite et moyenne bourgeoisies commerçantes que nous unifierons ici par simplification terminologique sous le terme de petite bourgeoisie, ont joué un rôle fondamental au cours du XX^e siècle. La petite bourgeoisie était « porteuse d'histoire » au sens où sa situation de classe charnière entre la ville et la campagne et plus encore entre la bourgeoisie nationale et les masses laborieuses⁴ l'a portée à la direction du mouvement de libération. De la direction du mouvement de libération nationale à celle du nouvel État il y a continuité historique. Plus encore cette classe sociale fournit toujours, en raison du critère universitaire retenu dans le recrutement, l'essentiel des cadres, de la technocratie d'État et des hauts fonctionnaires d'État.

On reconnaît, à l'énumération des contradictions entre les classes composant le front- au pouvoir, le caractère principal de l'hétérogénéité sociale. Ce n'est que le mot d'ordre anti-impérialiste qui les rassemble en ce front, dans la construction de l'indépendance économique nationale. La stratégie du développement économique (industries de biens

⁴ L'hétérogénéité sociale de cette classe (des gros commerçants liés à la bourgeoisie nationale, aux couches plébéiennes que leurs conditions de vie apparentaient au prolétariat, voire au sous-prolétariat) est largement estompée sous la domination coloniale par une relative unité idéologique autour du projet nationaliste.

de productions, puissant secteur d'État) n'est que le moyen de cette indépendance nationale. Dans la mise en œuvre de celle-ci les dirigeants se heurtent à l'impérialisme qui cherche, par exemple, à acquérir au plus bas prix les hydrocarbures et à vendre au meilleur prix les biens alimentaires et surtout les technologies modernes.



Cependant, le mot d'ordre d'anti-impérialisme est moins univoque qu'il n'y paraît et son interprétation est multiple, en relation avec l'hétérogénéité sociale qui compose le front lui-même. En effet, dans ce front anti-impérialiste les différentes classes et couches sociales ne possèdent pas les mêmes mobiles politiques: par exemple la classe ouvrière, et même les masses rurales et urbaines paupérisées mènent le combat anti-impérialiste jusqu'à la lutte contre le capitalisme local qu'elles considèrent comme le cheval de Troie de l'impérialisme mondial. Par contre, la bourgeoisie nationale voit dans le secteur d'État le moyen de développer le potentiel économique national à l'abri de la domination impérialiste, pour ensuite l'asservir à son profit.

Ainsi, à l'hétérogénéité sociale du front anti-impérialiste va correspondre une diversité des projets politiques, bien souvent contradictoires. La question posée est alors la suivante: y a-t-il polarisation des projets politiques à l'intérieur du front de classes au pouvoir? Si oui quels sont ces pôles et les projets politiques en présence? Et y a-t-il constitution d'une classe dominante à l'un des pôles? Avec quel projet politique?

II - DES CONTRADICTIONS SOCIALES QUELQUEFOIS EXACERBÉES MAIS NON GÉNÉRALISÉES

Pour rendre compte d'une quelconque polarisation politique, sous-tendue par une polarisation sociale, la voie la plus courte est d'apprécier l'intensité des contradictions sociales, de la lutte des classes, de son étendue, ainsi que des moyens utilisés pour exacerber ces luttes, ou pour les apaiser, voire les réprimer.

TABLEAU 1 - Répartition de l'emploi par branches d'activités en 1973 (en milliers de personnes)

Branches d'activités		nombre
Industrie		242
B.T.P.		190
Transport		76
Services		180
Commerce		225
Administration		297
Agriculture		1455
dont autogestion		180000 permanents
révolution agraire		54 000 attributaires
exploitants (+ 10 ha)		280000
exploitants (-10 ha)		805 000
saisonniers et fortement		
sous-employés		125000
Chômeurs urbains		358
Chômeurs ruraux		555
Total		3578

Sources : *Annuaire statistique de l'Algérie, 1974*

F. Rivier : *L'objectif de l'intensification de l'agriculture algérienne*, Thèse de Doctorat de III^e Cycle, Université des Sciences Sociales de Grenoble II.

TABLEAU 2. - Répartition de l'emploi salarié selon la branche d'activité économique et le niveau de qualification en 1975 (sauf commerce, administration et agriculture)

Branches	Niveaux de qualification						Total
	cadres technic. sup.	technic. et maîtrise	agent techn. pers. haut. qualifié	personnel qualifié O.Q.	personnel d'aide O.S.	personnel sans qualif. manœuvres	
Hydrocarbures	4401	4389	492	17972	7258	14 118	48630
Industries d'extraction	707	1782	2164	4088	5998	2037	16776
Autres industries	6173	8275	23303	53773	53815	54075	199474
B.T.P.	2455	4140	22852	43220	24175	64170	161 012
Transports	1257	2832	7358	15222	7936	10619	45224
Electricité, gaz, eau	698	1115	1936	3591	1121	661	9122
Banques, assurances, affaires immobilières	1512	1249	3776	7328	2231	3646	19742
Total	17203	23782	61881	145 194	102534	149326	499920

Source : *Extraits de l'Annuaire statistique de l'Algérie, 1976.*

En fonction des contradictions sociales aperçues dans la précédente partie, nous pouvons relever l'état des luttes sociales et politiques. Là où le degré des contradictions est le plus élevé, c'est-à-dire dans le secteur privé, on doit relever certaines caractéristiques

qui réduisent d'autant la violence des luttes sociales et politiques.

Tout d'abord, si la bourgeoisie intérieure accroît son arrogance en affichant sa capacité de surconsommation, sa puissance financière et économique reste faible en regard du secteur d'État (environ 5 % des investissements). On peut donc dire que le secteur industriel privé constitue un secteur mineur dans l'industrie algérienne. Le fort taux d'exploitation qui y règne, source toujours possible de conflits violents, est contrebalancé par une relative faiblesse de la combativité de la classe ouvrière due principalement à la petitesse des entreprises (d'où dispersion des travailleurs), aux difficultés d'organisation des sections syndicales, à la pression des chômeurs et bien souvent à l'origine paysanne des travailleurs qui signifie aussi absence de tradition ouvrière. La multiplication des grèves revendicatives (salaires, conditions de travail...) , quelquefois suivies de lock-out, montre l'accroissement de l'intensité des contradictions. Mais celle-ci reste à la mesure de la place du secteur industriel privé dans l'économie nationale.

Dans le secteur privé agricole, nous retrouvons ce double phénomène de dispersion et d'inorganisation des ouvriers agricoles et des khammès. En plus, des rapports de dépendance personnelle écartent bien souvent encore toute velléité revendicative.

Le secteur industriel d'État est autrement important puisque ses investissements représentent 95 % des investissements industriels nationaux, tandis qu'il occupait en 1975 plus des deux tiers des salariés de l'industrie. Quoique dans le cadre d'une appropriation collective (étatique) des moyens de production, les conflits sociaux ne cessent de s'accroître en nombre et en intensité débouchant quelquefois sur la grève (dockers, transports urbains d'Alger, Sonacome, SN Métal). L'origine de ces conflits tient en général à l'abus de pouvoir ou à l'autoritarisme d'un responsable ou à des retards de paiement de salaires, d'heures supplémentaires ou de primes. Pour rendre compte aussi précisément que possible de ces luttes sociales on ne peut que souligner leur caractère passager et ponctuel lié à l'autoritarisme de certains dirigeants d'entreprise et à la pression des chômeurs, toutes choses qui augmentent les risques de licenciement.

Il existe cependant dans ce secteur étatique d'autres sources de mécontentement qui tiennent au mauvais fonctionnement des unités de production, à l'inégalité des revenus réels entre catégories de travailleurs, et à la rapide augmentation des prix que ne suivent pas toujours les relèvements de salaires. On doit principalement les faibles résultats des sociétés nationales à des ruptures de stocks de matières premières et de pièces détachées ou à l'insuffisance de la formation professionnelle des ouvriers mais aussi des cadres moyens (gestion, organisation). Dans l'ensemble de ces nouvelles sources de conflits sociaux, la responsabilité des directions d'entreprise est engagée. Mais un certain nombre de mécanismes sociaux en empêchent l'éclatement et les maintiennent à l'état latent. Par exemple, en l'absence de toute sanction (positive ou négative) de l'efficacité de l'entreprise (et donc de ses salariés), l'appropriation collective des moyens de production dissout les responsabilités en de multiples pôles (approvisionnement, siège national, commercialisation, monopole d'importation...). Ainsi, les travailleurs ne rencontrent plus d'interlocuteurs pour poser leurs revendications, sauf cas particuliers : autoritarisme d'un cadre, paies en retard, etc.

Dans le même sens, l'orientation de l'UGTA vers un syndicalisme non-revendicatif (gestionnaire) a négligé l'un des aspects de la double nature du syndicat révolutionnaire qui doit à la fois défendre les intérêts de l'entreprise nationalisée et les intérêts de la classe ouvrière. Cette situation contradictoire née du caractère lui-même contradictoire

de la transition vers le socialisme ne peut être négligée. Lorsqu'elle n'est pas prise en compte, les ouvriers ne se reconnaissent plus dans le syndicat et organisent leurs luttes en dehors de celui-ci (grèves e sauvages s de l'été 1977). La reconnaissance de cet aspect contradictoire donne lieu à d'âpres discussions, voire à des luttes politiques à l'intérieur même du syndicat pour définir la ligne syndicale. Retenons seulement ici que lorsque la section syndicale ou l'union territoriale n'a pas fait de la défense des intérêts des travailleurs l'un de ses principes d'action, les contradictions sociales que nous évoquions précédemment dans le secteur d'État ne donnent que très rarement lieu à des luttes sociales, les conditions d'organisation extra-syndicales étant difficiles.

Dans le secteur agricole d'État (autogestion et révolution agraire) les remarques faites ci-dessus sont encore bien plus valables. La multiplicité des organismes d'approvisionnement, de commercialisation, de comptabilité, voire de tutelle, dissémine les responsabilités relatives aux mauvaises conditions de travail ou à la faiblesse des rendements. Plus encore, la dispersion des unités de production, jointe à une Union paysanne toute jeune et encore mal structurée, affaiblissent toutes capacités des contradictions sociales à émerger en luttes sociales.

Au-delà de ces secteurs faciles à cerner, avec leurs propres contradictions et la relative faiblesse des conflits sociaux et politiques qui les caractérisent, il faut relever en quoi ils n'occupent guère plus du tiers de la population active. En d'autres termes, il faut insister sur l'importance encore présente de la paysannerie (petite paysannerie, paysannerie pauvre et même chômeurs issus de cette dernière) pour montrer en quoi les contradictions sociales ne touchent qu'une partie de la population algérienne. Même si le secteur moderne (industriel et agricole) est gros du devenir de l'Algérie, on doit retenir cette non-généralisation des contradictions sociales pour comprendre en quoi elles n'appellent pas encore une polarisation sociale effective.

Non-généralisation des contradictions sociales, et faiblesse de leur intensité lorsqu'elles existent ne signifient en aucun cas qu'il n'y ait pas difficultés à vivre, et quelquefois à survivre en raison de la forte inflation qui rogne le pouvoir d'achat des salariés, et bien sûr du taux élevé d'investissement par rapport au PNB (plus de 40 %). La hausse du coût de la vie et le développement des inégalités de revenus, dont la population rend bien souvent l'État responsable en omettant le rôle et la multiplication des intermédiaires, sont à l'origine d'un certain mécontentement populaire. Cependant, cette hausse du coût de la vie ne peut donner lieu à des conflits sociaux en raison de la dispersion des consommateurs ou de la faible revendicativité de l'organisation syndicale que nous avons déjà mentionnée. Plus encore, on ne saurait traiter de la possible émergence de conflits sociaux relatifs à la hausse du coût de la vie sans référence à la préoccupation constante de la direction politique d'augmenter les salaires minimum (industriel et agricole) en liaison avec cette hausse des prix⁵.

Enfin, un certain nombre d'autres mécanismes sociaux régulent la répartition des revenus ou les augmentent. Il s'agit bien sûr de la redistribution sociale d'une partie de la rente pétrolière à travers les pensions diverses, les cantines scolaires, la médecine gratuite, etc. Il s'agit aussi du soutien financier des salariés des villes à leur famille restée à la campagne, des mécanismes de clientélisme et de parentélisme permettant aux individus de bénéficier de biens ou de services.

⁵ Parallèlement à ces augmentations de salaires, le minimum imposable est relevé.

Dire que l'ensemble de ces données fondent la légitimité révolutionnaire de l'État algérien dans l'hétérogénéité des classes qu'il représente c'est aussi dire que les contradictions sociales quelquefois exacerbées mais non généralisées, ce que nous appellerons leur relative faiblesse, n'ont pas encore contraint les classes sociales à une organisation en bloc politique.

III - UNE CLASSE DOMINANTE NON-ENCORE CONSTITUÉE

La situation ci-dessus exposée signifie aussi que la classe dominante en cours de constitution dont nous allons dessiner les contours conserve une hétérogénéité sociale qui fonde cette hétérogénéité politique. À notre sens le contenu de cette classe dominante non-encore constituée peut être esquissé par le rapprochement des classes (ou fractions de classes) représentées dans l'État, à la différence des classes laborieuses qui n'y sont pas représentées. En effet, nous savons que le pouvoir d'État représente l'intérêt général (national) du front de classes au pouvoir dans sa lutte anti-impérialiste et dans son combat pour l'indépendance économique nationale. Tandis que certaines classes sont directement présentes dans le pouvoir d'État, à travers leurs représentants directs, les classes laborieuses en sont exclues; cependant leurs intérêts y sont partiellement représentés comme le montrent certains aspects de la politique de l'État: Révolution Agraire, GSE, médecine gratuite, politique fiscale, scolarisation massive, villages socialistes, etc. Pourtant, on peut dire que d'autres intérêts particuliers (droit à la formation professionnelle, pouvoir de gestion, lutte contre les inégalités sociales...) ne seront pas défendus avec, la même fermeté en leur absence du pouvoir d'État.

Les classes et couches sociales directement représentées dans le pouvoir d'État sont toutes issues des petite et moyenne bourgeoisies rurales et urbaines. On y trouve principalement la technocratie d'État, la bureaucratie d'État (hauts fonctionnaires représentants eux-mêmes le pouvoir d'État), la bourgeoisie nationale, les professions libérales, la petite et moyenne bourgeoisies commerçantes, la paysannerie moyenne, et dans une moindre mesure les cadres moyens des sociétés nationales et de la fonction publique. Toutes ces couches sociales entretiennent des relations étroites, de par leurs origines sociales communes, mais aussi à travers leurs fonctions dans l'administration et dans l'appareil de production et d'échange privé ou public industriel ou agricole.

À partir de l'hétérogénéité sociale, cette classe dominante non-encore constituée est donc à la fois alliance sur l'objectif anti-impérialiste (provisoire pour certaines fractions) et contradiction sur les projets politiques⁶. En effet on doit relever dans le bloc de classes représentées dans le pouvoir d'État une dominance de la petite bourgeoisie autant par l'origine sociale des hauts fonctionnaires, technocrates d'État, cadres etc., que par l'idéologie petite bourgeoise qui les traverse. Or, la petite bourgeoisie, « par sa situation sociale et économique hésite nécessairement entre la bourgeoisie et le prolétariat »⁷. Elle peut aspirer à devenir grande bourgeoisie et dans ce cas scelle une alliance avec celle-ci ou ses représentants: elle sert provisoirement les intérêts de cette bourgeoisie tout en recherchant les voies qui lui permettent l'acquisition des moyens nécessaires à sa

⁶ Bien souvent cette hétérogénéité politique, c'est-à-dire aussi la non-constitution de la classe dominante, ont été masquées par une certaine homogénéisation du mode consommatoire ou de certains traits idéologiques (thèmes de l'efficacité et/ou des spécificités arabo-islamiques...) qui conduisent à la notion de bloc idéologique (Bruno Étienne) combien dangereuse à manier.

⁷ Lénine, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », *Œuvres complètes*. Moscou, tom 25, p. 396 et 397.

transformation. Ou bien la petite bourgeoisie défend ses intérêts matériels contre la grande bourgeoisie et ses représentants – voire l'impérialisme – et elle doit s'allier dans cette lutte, aux masses laborieuses et au prolétariat en particulier.

Aujourd'hui en Algérie, une fraction des classes présentes dans le pouvoir d'Etat a déjà choisi de se transformer en grande bourgeoisie: il s'agit bien sûr de la bourgeoisie nationale, voire du gros commerce, mais aussi d'une partie des technocrates d'Etat qui s'allient avec la bourgeoisie nationale dans des branches très circonscrites (textile) ou qui favorisent la pénétration impérialiste en ne défendant pas pied à pied l'indépendance économique nationale lors de l'achat d'usines « produits en main », ou lors de signatures de contrats, d'emprunts, etc.

Mais on ne peut pas soutenir que les représentants des classes constituant le pouvoir d'État, aient majoritairement effectué ce choix, S'il y avait un tel accord sur ce projet, la classe dominante (bourgeoisie) serait effectivement constituée et nous serions en présence d'un mode de production capitaliste dominant. Ce n'est cependant pas le cas, et l'utilisation par certains auteurs de termes aussi ambigus que bourgeoisie d'État ou capitalisme d'État révèle leur embarras à rendre compte de la situation, mais aussi l'aspect contradictoire (hétérogène) du pouvoir politique algérien.

Ainsi, une fraction importante de celui-ci, qui détient l'initiative dans le pouvoir d'État malgré les concessions qu'elle accorde aux représentants de la bourgeoisie, refuse l'allégeance à la bourgeoisie nationale ou à l'impérialisme et a choisi l'alliance avec les masses laborieuses. Ce refus du capitalisme et de l'impérialisme plonge ses racines dans le mouvement de libération nationale et doit sa permanence au fait que l'alliance avec la bourgeoisie nationale ou l'impérialisme signifierait la disparition de son autonomie de classe.

En effet, toute fonction d'exécution au service de l'impérialisme doit se solder par la disparition de ses privilèges de classe pour une majeure partie de ses membres. Et c'est là le désaccord fondamental qui oppose cette fraction progressiste aux tenants d'un projet d'indépendance économique nationale qui accepteraient à terme l'alliance sur un 4: pied d'égalité ~ avec le néo-colonialisme, car ces derniers ne mesurent pas les dangers d'une telle alliance pour leur propre situation de classe.

Cependant, si la fraction révolutionnaire du pouvoir d'État est contrainte historiquement de s'appuyer sur les masses laborieuses pour conserver son identité de classe, elle va refuser de se fondre dans les masses laborieuses, car cela signifierait aussi sa disparition en tant que classe. On saisit ainsi, que dans ce projet politique, la question du contenu de l'alliance est primordiale. En se prononçant pour un socialisme mal défini, la majeure partie de la bureaucratie d'État et de la technocratie d'État y compris leurs représentants dans le pouvoir d'État, n'a pas opté pour une alliance organique avec les classes laborieuses.

Que ce choix n'ait pas encore été effectué est rendu possible par la situation déjà examinée précédemment: à savoir la relative faiblesse des contradictions sociales.

Une analyse plus fine de la non-constitution de la classe dominante, et du non-choix de la forme d'alliance de la fraction révolutionnaire avec les classes laborieuses ayant pour origine cette relative faiblesse des contradictions sociales va fonder une plus grande autonomie (relative) du pouvoir d'État par rapport aux contradictions sociales. Laquelle

ne manquera pas à son tour d'influer sur la constitution de la classe dominante et sur l'alliance de la fraction révolutionnaire du pouvoir d'État avec les classes laborieuses.

IV - L'AUTONOMIE DU POUVOIR D'ÉTAT

Cette autonomie (relative), beaucoup plus large que celle rencontrée dans les formations sociales fortement structurées (formations sociales capitalistes avancées) ouvre aux détenteurs du pouvoir quelques voies politiques, sociales et idéologiques pour leur renforcement (et qui sont autant de directions théoriques de recherche).

Ainsi, le capital public ne fonctionnant pas globalement comme un capital privé dans la quasi totalité des branches productives et bien plus encore dans l'administration, tout critère de rentabilité capitaliste est abandonné, tandis que ni l'intéressement matériel, ni la motivation idéologique ne le remplacent. Il s'ensuit un mode de fonctionnement bureaucratique des unités existantes, incluant la division capitaliste du travail transmise par l'achat des technologies occidentales. En résultat on n'assiste pas à une reproduction élargie du capital dans le secteur étatisé, mais à l'élargissement de la force de travail⁸, et en particulier, en raison de la division du travail ci-dessus évoquée, à un fort accroissement des catégories liées à l'organisation et à la gestion de l'appareil de production et de l'administration étatique elle-même. On peut ici souligner que cet élargissement des couches intermédiaires (employés, cadres, techniciens...) est rendu possible, à la différence d'autres pays, par la disponibilité de la rente pétrolière.

En résumé, que ce soit à travers les investissements nominaux, ou que ce soit par le développement ultérieur de ces couches intermédiaires, on assiste au renforcement de la base sociale du pouvoir d'État par cet élargissement de la techno-bureaucratie d'État. C'est certainement là un des éléments centraux pour la compréhension de l'évolution politique et sociale du système algérien. Car la grande majorité de ces membres des couches intermédiaires, pour les mêmes raisons qui retardent la polarisation sociale et surtout politique (non-constitution d'une classe dominante), n'a pas émis de choix politique et se satisfait du flou d'une alliance avec les producteurs (classe ouvrière, autogestionnaires-coopérateurs). En ce sens ces couches intermédiaires rejoignent, ou plus encore peut-être asseyent, car elles les cultivent, certaines illusions qui traversent les classes détentrices du pouvoir d'État et qui ont pour origine l'autonomie déjà décrite de celui-ci.

L'une des illusions les plus importantes, sur laquelle nous aurons à revenir au chapitre suivant, est celle de la négation des contradictions sociales, ou sa variante, celle de se croire au-dessus de l'affrontement des classes. C'est ainsi que les détenteurs du pouvoir d'État peuvent penser mener seuls la révolution au service des autres couches sociales, y compris au profit des classes laborieuses. On reconnaît là l'aspect populiste tant mis en avant par certains auteurs.

Cette illusion de dominer les conflits sociaux (ou de les arbitrer librement) se renforce auprès du « mythe technocratique ». Ici, la technologie est valorisée jusqu'à résoudre l'ensemble des problèmes sociaux. C'est le sens qu'il faut donner au développement des

⁸ *El Moudjahid* (27/4/1978) cite le cas de la Sonacome à Constantine « Il semble bien que l'agencement des opérations – question qui relève de l'organisation du travail, de la disponibilité des matières premières et probablement de quelques données techniques – ne soit pas du niveau requis par les objectifs de production assignés au complexe qui, rappelons-le, ne tourne qu'à 50 pour cent de ses capacités avec plus de 1 000 personnes de plus que prévu ».

tendances utilitaristes dans les filières industrielles de l'enseignement de la psychologie et de la sociologie. Plus encore c'est l'explication du choix de techniques de pointe là où des techniques modernes auraient suffi⁹. C'est aussi l'origine de la faiblesse longtemps méconnue de l'enseignement technique et professionnel en Algérie.

Dans le même sens se développe l'idée de *neutralité* de la technique. Ainsi se rejoignent deux grandes idées : les couches intermédiaires au-dessus du conflit de classes peuvent grâce aux techniques neutres utilisées dans le développement, construire le socialisme. C'est l'aboutissement du vieux rêve technocratique qui vide le concept de socialisme de son contenu et des contradictions sociales qui l'accompagnent. À partir de ces déformations le projet socialiste devient flou, autant au niveau des fins (justice sociale, solidarité nationale...), que des moyens, c'est-à-dire la transformation des rapports de production et la prise en main par les producteurs des centres de décision.

L'illusion qui consiste à nier ou à se placer au-dessus des affrontements de classe laisse entendre que la situation des couches intermédiaires ou la détention du pouvoir d'Etat sont durables. C'est-à-dire que le système est *stable*.

Or nous allons voir que cette autonomie du pouvoir d'Etat par rapport aux contradictions sociales, même plus large qu'ailleurs, reste relative.

En effet, et c'est l'aspect nouveau de la vie socio-politique algérienne depuis 1974, les contradictions sociales hier relativement faibles ne cessent de s'exacerber. Même si elles ne sont pas généralisées, ni d'une bien grande intensité (voir supra), elles transforment lentement le paysage politique. C'est de cela qu'il va s'agir maintenant.

V - LA QUESTION DE L'ALLIANCE AVEC LES CLASSES LABORIEUSES

Si nous avons déjà rendu compte de la non-généralisation des contradictions sociales, nous retenons ici essentiellement le caractère *nouveau et ascendant* de l'exacerbation de celles-ci pour leur signification d'un point de vue dynamique.

Dans le secteur industriel privé, l'oppression des ouvriers et des ouvrières ne cesse de croître. La multiplication des petites entreprises dans des locaux non-industriels des grandes villes signifie une détérioration des conditions de travail. La pression du chômage qui se maintient permet au patronat de refuser aux travailleurs le droit d'exprimer leurs revendications, ou encore de constituer une section syndicale. Les licenciements font partie du quotidien et la législation du travail n'est guère respectée.

Les circuits commerciaux privés ne cessent de se développer, doublant bien souvent ceux de l'État. Spéculation et corruption fondent l'essor d'un gros commerce sans scrupule que le Président Boumediène a lui-même stigmatisé lors du II^e Congrès de l'UNPA.

Dans le secteur industriel d'État, une partie des technocrates d'État fait preuve d'autoritarisme vis-à-vis des travailleurs autant au niveau des conditions de travail que des licenciements abusifs. En fait ces technocrates d'État engagent une véritable lutte contre l'application du code de la gestion socialiste des entreprises: ils n'entendent ni partager leur pouvoir,

⁹ Voir, pour la justification du choix des techniques modernes dans les processus centraux de production, les travaux de G. Destanne de Bernis sur l'industrialisation des pays en voie de développement.

ni voir leurs activités contrôlées par les travailleurs.

C'est souvent par un refus catégorique qu'ils répondent aux revendications des travailleurs et des ouvriers en particulier. Et c'est ce refus qui ouvre les conflits les plus violents. Durant l'été 1977 la direction de la RSTA rejetait les propositions d'aménagement d'horaires et de réajustement des primes faites par les employés. La tension s'accrut jusqu'à l'éclatement de la grève, en marge du syndicat. Conscients que le conflit ne pouvait aboutir s'il n'était pas pris en charge par l'UGTA, les militants les plus actifs ont fait reconnaître le bien-fondé de leurs revendications par l'organisation syndicale. L'élargissement et le durcissement du conflit à la RSTA aviva les luttes dans les autres sociétés dépendant du ministère des Transports qui connaissaient une situation semblable: chemins de fer (SNTF), docks d'Alger. Les risques d'isolement écartés, une véritable dynamique naissait et les conflits non réglés dans d'autres branches de l'économie éclataient sous forme de grèves. Les travailleurs de la SN Métal (constructions métalliques) et de la Société Nationale de Sidérurgie obtenaient ainsi la satisfaction de leurs revendications.

Ces grèves montrent comment dans les secteurs ayant connu le syndicalisme revendicatif de la période coloniale, l'autoritarisme des cadres et des technocrates se heurte à une conscience ouvrière des conflits en relation avec l'élargissement de la conscience de classe des travailleurs à d'autres branches de l'économie.

À l'opposé, le renforcement de la bourgeoisie nationale, de la bourgeoisie commerçante¹⁰ et de la technocratie d'État pose les bases d'une homogénéisation sociale et politique de la classe dominante autour d'un projet libéral qui n'ose pas dire son nom. Par exemple la bourgeoisie nationale se pare du masque démocratique et réclame plus de libertés en dirigeant une offensive contre le secteur d'État dont elle dénonce le bureaucratisme, l'inefficacité et même l'autoritarisme! En fait, comme s'est engagée hier la lutte des gros propriétaires fonciers contre l'autogestion agricole, se développe aujourd'hui la lutte politique, mais aussi économique sur la fonction (surtout future mais déjà présente) du secteur d'État. Si tous s'accordent sur la nécessité d'un puissant secteur d'État en raison de l'impossibilité d'une telle accumulation privée en Algérie, la question posée est celle de son but: doit-il sous-tendre et aider le développement d'un capitalisme national à l'abri de la concurrence étrangère, ou doit-il s'étendre jusqu'à la production de biens de consommation visant la satisfaction des besoins populaires?

Les tenants du projet libéral prônent l'osmose entre les deux secteurs. Leur lutte apparaît plus facile à mener que celle des gros propriétaires fonciers contre l'autogestion. En effet, il est plus facile d'utiliser les résultats du secteur industriel d'État (voir la branche textile) que ceux de l'autogestion agricole hier, qui ne possédait que très peu d'équipements. Par ailleurs, dans une structure de production et d'échange industriels très complexe le contrôle des travailleurs est pratiquement absent. Enfin le projet libéral rencontre quelques compréhensions dans la technocratie d'État.

¹⁰ Il s'agit d'un renforcement économique de ces couches sociales, tandis que se réduit leur représentation au niveau du pouvoir d'État (exclusion des grands propriétaires fonciers à partir de l'application de la RA, remaniement ministériel d'avril 1977, monopole d'État du commerce extérieur à partir de 1978, etc.). On doit peut-être l'accroissement de son agressivité à son statut nouveau d'opposition.

Ce renforcement du projet libéral à partir d'une homogénéisation en cours des couches sociales qui s'en réclament, joint à la pression étrangère grandissante (affaire du Sahara occidental) et à l'accroissement des pénétrations impérialistes (RFA, États-Unis...), nécessitent le resserrement de l'alliance de la fraction révolutionnaire avec les classes laborieuses, afin que celle-ci conserve l'hégémonie dans le pouvoir d'État.

Cette alliance a toujours existé, comme nous l'avons déjà dit. Ce n'est pas l'objet de cet article d'en exposer le contenu. On peut seulement rappeler qu'elle a lieu à partir de la légitimité révolutionnaire de la direction politique du pays. N'est-ce pas le même groupe d'hommes qui, au pouvoir aujourd'hui, a dirigé la lutte de libération nationale jusqu'à la victoire ? D'autre part, et ceci est central, la politique menée depuis l'indépendance comporte nombre d'aspects qui intéressent directement les masses laborieuses : la scolarisation massive, les pensions diverses, l'implantation d'unités industrielles dans les petites villes de l'arrière-pays, la gratuité des soins médicaux, la construction des mille villages agricoles socialistes, etc. Plus encore, la mise en œuvre de la « gestion socialiste des entreprises » et de la « révolution agraire », la nationalisation des circuits de commercialisation des produits agricoles, allaient au-devant des revendications populaires.

Cependant, l'ensemble de ces réformes, ou de ces révolutions, ont eu lieu sous le signe d'une certaine passivité des intéressés, sans leur mobilisation nécessaire à l'éradication de leurs opposants (RA, commercialisation des produits agricoles...). Groupées en unions sous l'égide du Parti du FLN, ces classes laborieuses ne sont pas réellement organisées et ne détiennent aucune autonomie de mouvement par rapport à celui-ci. Elles sont encadrées par un appareil issu du Parti. Mais celui-ci ne représente pas toujours l'intérêt des masses en mouvement lors de la mise en œuvre des réformes. Tout le monde s'est accordé pour reconnaître l'effacement du Parti lors de l'application des textes de la Révolution Agraire puisqu'il fut fait appel au volontariat étudiant. On relèvera que cette relative inorganisation des masses, jointe à leur dispersion dans les campagnes ou dans certaines petites unités industrielles, réduit d'autant leur place et leur impact social dans la vie politique nationale, tandis qu'elles ne sont pas présentes directement dans le pouvoir d'État.

Le renforcement des tenants du projet libéral que nous décrivions précédemment, ouvre une nouvelle phase dans l'alliance de la fraction révolutionnaire du pouvoir d'État et des classes laborieuses : la forme de l'alliance doit se transformer en abandonnant son caractère passif, pour devenir une alliance active. Il s'agit de faire front contre l'offensive et les initiatives des partisans du projet libéral. Mais il ne s'agit plus seulement de fixer les limites du développement du secteur privé ou de contrôler par des textes les initiatives de la technocratie d'État. Dans l'étape présente, le Président Boumediène appelle les intéressés eux-mêmes à défendre leurs droits, sans s'en remettre à d'autres. L'esprit de son discours prononcé au Congrès de l'UNPA montre cette orientation : « En ce qui nous concerne, nous voulons que vous contrôliez à la fois la production et la commercialisation (...). S'il y a insuffisance, il faut la situer au niveau des hommes qui dirigent ces coopératives. Vous devez une fois pour toutes comprendre que ces coopératives polyvalentes sont les vôtres, que vous devez les contrôler et décider si les responsables placés à leur tête remplissent leur devoir ou non. Si vous constatez que des responsables de coopératives font preuve de carence ou d'incompétence et se permettent de mal commercialiser votre production, vous êtes en droit de les renvoyer ».

En d'autres termes l'étape actuelle est le prolongement logique de l'adoption de la Charte Nationale en 1976. En effet, plus encore que la publication de l'avant-projet de la Charte, première tentative nationale depuis 1964 de clarification idéologique de la voie algérienne, c'est l'étendue et le haut niveau du débat politique et populaire qui s'est engagé qui nous importe. Même si les rapports de synthèse élaguaient certaines revendications, l'expression publique de la revendication du contrôle populaire et de la participation des intéressés à la gestion de leurs affaires a réveillé l'espoir de supprimer les affairistes de tous bords.

Dans le même temps, l'analyse sociale et politique s'affine. Dans son discours de Constantine (1974), le Président Boumediène déclarait déjà : « Je mets aujourd'hui un trait rouge entre nous et les intrus qui se sont introduits dans le corps de la Révolution (...). Quant à ceux dont le seul souci est de gagner de l'argent, il faudrait qu'ils sachent une fois pour toutes qu'ils n'ont pas de place dans l'État, au Parti ou dans l'Armée. En tenant ce propos, j'adresse un dernier avertissement car il s'agit d'une question de choix ».

Au V^e Congrès de l'UGTA il précisait que « s'il n'est pas fait cas, dans la Charte Nationale, de la lutte des classes, la contradiction des intérêts existe cependant ». Insistant sur la place de « la classe des travailleurs » dans l'édification d'une économie nationale forte et indépendante, le Président Boumediène ajoutait : « C'est ainsi que nous avons œuvré à l'organisation des travailleurs pour qu'ils se transforment en force déterminante ».

De fait le V^e Congrès de l'UGTA réuni en mars 1978 revêt une certaine importance du point de vue de l'organisation des travailleurs, et de la classe ouvrière en particulier, contre les partisans du projet libéral. En rejetant l'idée d'un congrès des cadres syndicaux, M. Yahiaoui, responsable exécutif chargé de l'appareil du Parti, a permis l'élection de délégués au Congrès, représentatifs des aspirations des travailleurs. Au moins là où leur désignation a pu avoir lieu sans entrave.

Les délégués ont insisté sur la nécessité du retour à une réelle démocratie interne de l'organisation syndicale. Ils ont tout d'abord imposé la liberté des interventions en rejetant un ordre du jour trop contraignant parce que comportant l'exposé des multiples rapports sans débat. C'est pourquoi la discussion autour du rapport moral du Secrétariat National sortant ne dura pas moins de cinq heures. Ce sont d'abord les insuffisances de l'organisation, ou bien les lacunes dans l'application des résolutions du IV^e Congrès qui ont été relevées. Mais ce sont aussi les limites de l'application de la GSE qui furent mises en avant avec l'énumération des entraves à celle-ci : non-reconnaissance des Assemblées de Travailleurs élues, oppositions à la présentation de certaines candidatures, refus de communication de certains documents, non-observation des décisions prises en commun, etc.

Dans son discours de clôture, M. Yahiaoui a fustigé les « ennemis de la GSE qui tendent de la vider de son contenu ». Selon lui, « les dangers qui menacent le plus cette expérience sont la bureaucratie, le féodalisme¹¹, l'analphabétisme, l'indifférence et le non-engagement politique ». Par ailleurs, il incitait les travailleurs à multiplier les initiatives visant à prendre eux-mêmes leur destinée en main; il réclamait leur mobilisation contre toutes les déformations du système : « L'absence de l'exercice de la démocratie ne peut servir que les déviationnistes, les partisans de l'autoritarisme et de la dictature, et les

¹¹ Ici compris au sens de rapports de dépendance personnelle, soit aussi au sens de clientélismes et marchandages politiques.

mentalités opposées à notre option socialiste ».

Tout en radicalisant les positions de l'UGTA, le V^e Congrès s'est donné les moyens de sa politique : il a porté au Secrétariat Exécutif de nouveaux militants disposant de la confiance populaire et ayant déjà fait preuve de leur engagement et de leur désintéressement.

Ainsi, les faits saillants de ce V^e Congrès de l'UGTA et quelques aspects du II^e Congrès de l'UNPA laissent apparaître la volonté de la fraction hégémonique du pouvoir d'État d'accroître le rôle des classes laborieuses en les encourageant à multiplier les initiatives visant au développement de leurs prérogatives. Plus encore M. Yahiaoui a souligné l'importance de ce congrès de l'UGTA pour le renouveau du Parti en appelant les « forces laborieuses à renforcer les rangs du Parti du FLN qui accorde aux travailleurs une place prépondérante, non parce qu'ils constituent la majorité écrasante de la population active, mais parce que cela correspond au rôle qu'ils doivent, assumer et au rang qui leur revient dans la société socialiste ».

S'il s'agit ici de l'organisation active de l'alliance de la fraction révolutionnaire hégémonique du pouvoir d'État avec les classes laborieuses, celle-ci a aussi pour but de raviver la dynamique révolutionnaire. Car il est toujours possible que la grande masse des nouvelles couches intermédiaires nées du développement accéléré du secteur d'État, et qui n'ont pas encore accompli de choix politique en raison de quelques illusions dues à leur situation, soient happées par le projet libéral.

Cependant, il ne faudrait pas concevoir ce resserrement des alliances politiques comme un processus linéaire ou qui ne rencontrerait pas d'entraves. D'une part, il est contrecarré par des éléments appartenant à l'appareil d'État lui-même. En témoignent par exemple les mesures répressives prises à l'encontre des grévistes de la Sonacome-Constantine durant l'été 1978 (emprisonnements de quarante jours durant le mois de Ramadhan) ou contre les grévistes de la RSTA en octobre de la même année. D'autre part, la bourgeoisie commerçante répond à la nationalisation du commerce extérieur et au contrôle étatique des prix par la désorganisation des circuits d'échanges ou la pénurie de certains biens de première nécessité.

Jean-Pierre DURAND